

SYNTHÈSE

LE PROJET D'ALTERNANCE DES RÉPUBLICAINS

POUR

2017

les **IR**
Républicains



les
Républicains

SOMMAIRE

■ Introduction	p. 6
■ Revendiquer nos valeurs	p. 9
■ Restaurer l'autorité	p. 11
■ Repenser l'économie et notre modèle de protection sociale	p. 17
■ Maîtriser notre destin	p. 27
■ Retisser notre pacte national	p. 31
■ Comment bâtir la France de demain	p. 41

Non, la France ne va pas mieux.

Notre pays recule et décroche. Notre économie ne redémarre pas, la pression fiscale écrase les ménages, la menace terroriste islamiste et la crise migratoire laissent planer un danger permanent. Face aux désordres du monde et aux menaces de dislocation du continent européen, notre pays s'enfoncé chaque jour davantage dans l'incertitude et le sentiment que le pouvoir en place ne maîtrise plus rien. Dans un monde qui affronte des mutations et des défis sans précédent, comme ceux du numérique, du changement climatique ou de la croissance démographique, jamais la France n'a autant subi le changement, au lieu d'en être l'acteur.

Oui, les Français sont inquiets.

Ils ont peur du déclassement social, du chômage qui ronge les familles. **Oui, les Français sont inquiets.** Pour l'avenir de leurs enfants et leur sécurité. Inquiets car dépossédés du destin de leur pays et de son identité. Inquiets face à une Europe déboussolée, technocratique, et qui ne protège pas suffisamment. **Non, les Français n'ont plus confiance.** Ils attendent des réponses aux questions simples qu'ils posent inlassablement aux responsables politiques.

Où nous conduisez-vous ? Quelle France préparez-vous, celle du passé ou celle de l'avenir ? Quelle France voulez-vous transmettre à nos enfants ? Quelles valeurs défendez-vous ? Comment comptez-vous respecter vos engagements jusqu'au bout ? Quelle sera votre méthode ? Et comment ? Comment être certains que vous nous dites la vérité ?

Oui, les Français et les forces vives de la nation veulent que ça change enfin.

La France peut et doit anticiper les mouvements du monde, saisir toutes les opportunités de rayonnement, accompagner les mutations de l'économie mondiale et être à la pointe des innovations. C'est sa vocation universelle.

Les Français **ont conscience que la situation ne peut plus durer, que la France est au pied du mur.** Ils sont prêts à accepter les transformations nécessaires, les réformes utiles et les remises en question pour peu qu'elles garantissent la sécurité, la protection, la prospérité, la grandeur et la force de la France, l'avenir des Français.

Ils y sont prêts si le message des dirigeants reste clair, cohérent et sans ambiguïté sur les valeurs de la République et l'identité du pays. Si le pragmatisme et le bon sens l'emportent. Si on leur parle d'eux, de leur famille, de leur pays. Si on s'engage à faire de la France une économie innovante, créative et compétitive.

Et assumer. Dire pourquoi la droite n'est pas la gauche et revendiquer nos différences avec fierté. Dire que la droite et le centre croient au travail, au mérite, à l'effort, à l'équité, à la liberté individuelle. Rappeler que la droite et le centre croient à la famille, à l'école, à l'entreprise, à la responsabilité et à l'autorité de l'État, un État fort qui assure l'ordre et fait respecter la loi, et qu'ils croient en la nation et dans l'idéal européen.

Affirmer que Les Républicains revendiquent leur identité, enracinée dans notre histoire, face aux mutations du monde. Proposer d'être un recours pour tous ceux, quel qu'ait été leur choix politique passé, qui se sentent vulnérables, ne reconnaissent plus leur pays, ont perdu la maîtrise de leur propre vie, ou désespèrent de ne jamais pouvoir réussir en France.

Oui, la droite et le centre croient dans la France et dans la capacité des Français à se mobiliser autour **d'un projet sérieux qui remet à l'endroit tout ce qui est à l'envers.**

Nous ne sommes pas condamnés à décrocher ni à décliner, les nombreux exemples étrangers de réussite et de réformes efficaces en témoignent. Nos convictions en matière économique sont connues. Nous n'atteindrons plus un niveau de croissance élevé et nous ne ferons pas baisser le chômage de manière durable sans d'abord revaloriser le travail, ni en restant l'un des pays d'Europe qui a le plus haut niveau de taxes et d'impôts, de dépenses publiques et de normes, et sans, enfin, refonder notre modèle social.

Ce projet, Les Républicains y travaillent depuis des mois, à l'écoute des messages, des inquiétudes et des espoirs. **Nous sommes prêts.** Il s'agit bien d'un projet d'alternance, d'un projet concret et applicable, rassemblé dans un livret bâti à l'occasion de 18 conventions thématiques, de débats organisés sur l'ensemble du territoire, et fondé sur de très nombreuses contributions écrites. Ce projet n'a pas été préparé par des experts éloignés de toutes réalités, mais bien par les Français. C'est au cours de nos rencontres qu'il a été élaboré. Chefs d'entreprise, agriculteurs, artisans, fonctionnaires, enseignants, professions libérales, employés, ouvriers,

étudiants, retraités, élus..., tous ont contribué à nourrir cette réflexion et ce projet que notre famille politique s'engage à mettre en œuvre dès le mois de juin 2017, après la présidentielle et les législatives, avec le soutien de la nouvelle majorité élue.

Il y a urgence. Ce projet, c'est l'illustration que le changement visible peut se produire. La France peut s'en sortir si elle prend les bonnes décisions sans faiblir, et si elle se rassemble davantage autour de principes et valeurs qui sont le fil conducteur de toutes nos propositions.

Comment bâtir la France de demain

Cinq priorités doivent nous animer. Elles tiennent en quelques idées fortes et précises. Elles sont autant de **solutions concrètes** pour redresser la France :

- 1. revendiquer** nos valeurs,
- 2. restaurer** l'autorité,
- 3. repenser** l'économie et notre modèle de protection sociale,
- 4. maîtriser** notre destin,
- 5. refonder** notre pacte national.

REVENDIQUER NOS VALEURS



Tout dire avant pour tout faire après. C'est la règle que nous avons adoptée lors de notre dernier conseil national. **Tout assumer avant et tout assumer après doit être un principe, une éthique de l'action politique.**

Assumer notre identité, assumer nos différences et nos valeurs, celles qui constituent notre ADN, celles qui nous distinguent des autres formations politiques. La France est dépositaire d'une histoire millénaire, d'une culture unique et d'une pensée inestimable. Cet héritage nous oblige à œuvrer avec responsabilité car nous sommes Les Républicains. Nous ne sommes pas les rentiers d'un pays dont la gloire et la prospérité se seraient émoussées avec le temps. Nous refusons le déclin annoncé de notre pays et l'esprit de renoncement.

Une France ambitieuse, c'est une France fidèle à son identité, à ses valeurs. Nous croyons dans la liberté d'entreprendre, la responsabilité, la confiance, le mérite. Nous voulons l'équité, nous défendons l'égalité, nous refusons l'égalitarisme. L'iniquité mine notre pacte national. Nous n'acceptons plus le « deux poids deux mesures » que les Français abhorrent, celui qui nourrit la culture de l'affrontement et de l'opposition. Face à l'économie collaborative, nous voulons une économie loyale, où les entrepreneurs et les entreprises sont sur un pied d'égalité.

Nous croyons dans la solidarité et le partage. Mais cette solidarité ne peut être sans contrepartie, sans effort, sans investissement personnel pour les personnes en âge et en capacité de travailler. Nous réfutons la philosophie de l'assistanat et de la déresponsabilisation.

Nous voulons faire de la modernité responsable un déterminant essentiel de notre projet. Nous croyons dans le progrès, à condition qu'il reste au service du développement humain, et nous voulons qu'il ait la première place dans notre société. Nous avons foi dans la science et ses chercheurs, dans les progrès de la connaissance, pour améliorer la condition humaine. L'innovation, le numérique, la recherche scientifique et l'expérimentation doivent être pour notre pays des priorités majeures. Dans cet esprit, **le principe de responsabilité remplacera le principe de précaution.**

RESTAURER L'AUTORITÉ



RÉAFFIRMER L'AUTORITÉ DE L'ÉTAT QUI ASSURE L'ORDRE ET LA SÉCURITÉ DE CHACUN

Nous voulons être les gardiens d'un État qui fait respecter la loi et qui n'accepte aucune zone de non-droit ; d'un État qui ne recule pas. **Cessons d'exiger, agissons !** L'actualité sociale s'est montrée particulièrement douloureuse. Les dégradations scandaleuses lors des manifestations doivent être punies. La responsabilité civile et financière en cas de dégradations lors de manifestations sera donc imputée aux organisateurs de manifestation autorisée. Il n'y a aucune raison que les contribuables paient les conséquences des agissements des casseurs.

Pour conduire cette politique d'autorité, il faut d'abord **redonner un sens aux missions des forces de l'ordre. C'est pour cela qu'elles doivent être redéfinies et réorganisées.** Les forces de police et de gendarmerie doivent être clairement dirigées et recentrées autour de leurs fonctions premières : l'ordre public, le renseignement et la lutte contre la criminalité. Déchargeons-les de toutes les tâches secondaires, en nous appuyant sur une « coproduction de sécurité » avec les métiers de la sécurité privée ou les opérateurs de transport. **Il est primordial de renforcer les pouvoirs de la police municipale, en étendant ses compétences administratives et judiciaires.** Il est également temps de faire du ministère de l'Intérieur un véritable ministère de la Sécurité intérieure, aux côtés du ministère de la Justice, **s'appuyant sur une chaîne pénale profondément refondée.** Rattacher l'administration pénitentiaire et les douanes à **ce ministère de la Sécurité intérieure** est une évidence, doublée par une autre volonté, celle de rendre plus efficace l'action des forces de l'ordre par une meilleure coordination des fonctionnaires de police et des militaires de la gendarmerie. Comment concrètement ? En mettant en place une cartographie de la sécurité intérieure pour opérer une meilleure répartition opérationnelle des effectifs. Mais cela ne suffira pas à garantir la sécurité des Français.

Prévenir et surtout protéger la société de la récidive doit être notre obsession. Nos priorités sont claires : révision profonde de l'ordonnance de 1945 sur la justice des mineurs pour l'adapter aux réalités de la délinquance d'aujourd'hui, construction de nouvelles prisons (20 000 places supplémentaires, pour atteindre 80 000 à terme), suppression des remises de peine et de la libération conditionnelle à mi-peine et réinstauration du mécanisme de révocation automatique du sursis en cas d'infraction. Nous le savons, aujourd'hui le droit fait de l'aménagement de la peine le principe

et non l'exception. Nous devons y mettre fin. Renversons la logique en réservant cette possibilité au juge d'application des peines uniquement pour les très courtes peines de prison ferme de moins de six mois.

Après leur abrogation idéologique par les socialistes, **des peines planchers élargies aux réitérants doivent être instaurées**, en prévoyant par ailleurs une interdiction automatique du territoire national pour toute personne de nationalité étrangère condamnée pour un crime ou délit à une peine supérieure ou égale à cinq ans d'emprisonnement. C'est un principe de précaution appliqué aux victimes.

ÉRADIQUER LE TERRORISME ISLAMISTE, À L'EXTÉRIEUR MAIS AUSSI SUR LE TERRITOIRE NATIONAL

Les attentats qui ont durement frappé la France ont tragiquement rappelé aux Français le niveau élevé de la menace qui pèse sur notre pays. **Notre arsenal pénal pour la lutte contre le terrorisme sera durci**, le retour sur le sol français des djihadistes partis dans des camps d'entraînement sera empêché. Les Français terroristes binationaux qui trahissent la France ne méritent pas d'être français. Ils doivent être exclus de la communauté nationale.

Il est impératif que notre pays se dote enfin d'un dispositif efficace de renseignement en milieu carcéral et que les détenus terroristes soient **placés à l'isolement** le temps de leur détention, face au risque de prosélytisme. Pour les terroristes sortant de prison, nous voulons qu'ils puissent faire l'objet d'une **mesure de sûreté**, comme pour les prédateurs sexuels depuis 2008, et les placer dans des centres de déradicalisation, dès lors que leur dangerosité serait établie.

Toute personne étrangère surveillée par les services et qui a une connexion avec des réseaux terroristes doit pouvoir être expulsée en urgence absolue. Pour les personnes de nationalité française qui présentent une dangerosité avérée, il faut donner la capacité aux autorités administratives et aux services de renseignements de placer temporairement en résidence surveillée celles que nous ne pourrions pas expulser et les obliger à porter un bracelet électronique.

TOURNER LE DOS À LA CULTURE DU LAXISME ET À CELLE DU DÉSARMEMENT PÉNAL ET MORAL DE NOTRE JUSTICE

Nous croyons en la vertu de la sanction. Pour ce faire, il faudra accompagner la justice dans ses actions. **Cela passe d'abord par davantage de moyens et de considération.** Oui, un plan de revalorisation de carrière des magistrats et de rattrapage des moyens de juridiction sera présenté. Tout en rappelant une règle aux magistrats : pour éviter la politisation de la magistrature que les Français rejettent, il est temps de renforcer les exigences du devoir de réserve des magistrats et de demander l'interdiction de prises de position politiques à titre syndical. Ouvrons le corps des magistrats à un recrutement extérieur plus large.

Parallèlement, veillons à ce que le métier de magistrat soit concentré sur l'acte de jugement et non plus sur des actes périphériques et administratifs. C'est la garantie d'une justice plus efficace et proche des attentes de Français.

CONDUIRE UNE POLITIQUE D'IMMIGRATION CONFORME À L'INTÉRÊT NATIONAL

Rappelons des principes simples et exigeons que la tradition d'accueil de la France se fasse dans le respect de l'identité nationale, de nos lois et de l'appartenance à la République. Cela signifie que le nombre d'immigrés accueillis doit être conforme à nos capacités d'accueil et d'assimilation. Ils devront justifier, avant leur arrivée en France, de leur connaissance de la langue française, adhérer bien sûr aux valeurs de la République et apporter une preuve de leur capacité à exercer une activité professionnelle.

Oui, la France a le droit de choisir qui peut rester sur son sol.

Le Parlement fixera annuellement des plafonds limitatifs. Les conditions du regroupement familial seront durcies. **Revoir les conditions dans lesquelles les étrangers accèdent aux prestations sociales est une urgence** : les allocations familiales et logement seront donc conditionnées à une durée de résidence légale supérieure à cinq ans, et l'aide médicale d'État (AME) pour les étrangers clandestins sera supprimée. **De la même façon seront durcies les conditions d'accès à la nationalité française**, en abrogeant notamment la circulaire Valls qui donne instruction d'augmenter le nombre des naturalisations, contrairement aux principes d'assimilation qui guident notre droit depuis 1945.

Nous le voyons, la crise migratoire que traverse l'Europe atteint une ampleur inédite. Pour y répondre, nous proposons de créer des centres internationaux de rétention à proximité de la zone syro-irakienne et de définir une liste européenne de pays d'origine « sûrs » pour lesquels le statut de réfugié ne sera pas accordé. Enfin, nous appliquerons un statut de protection provisoire pour les réfugiés de guerre parce qu'une fois la guerre terminée ils ont vocation à retourner dans leur pays.

Parce que cette question dépasse le seul cadre de notre pays, il faut exiger de l'Europe d'être à l'initiative de la refondation de sa politique d'immigration. **Suspendons sans délai Schengen 1 et définissons un nouveau périmètre des États membres de Schengen 2.** Tant qu'un Schengen 2 digne de ce nom n'aura pas été mis en œuvre, Les Républicains demandent que la France contrôle par elle-même les frontières de la République française, car la liberté de circulation des Européens en Europe n'implique nullement la même liberté de circulation pour les extracommunautaires sur notre continent. Les frontières de l'Union européenne doivent être respectées et protégées. Introduisons une « conditionnalité migratoire » avec les pays d'origine pour les visas. Nous l'observons, l'asile fait l'objet d'un détournement généralisé. Il faut l'endiguer. C'est pourquoi nous définirons un délai de traitement légal des demandes d'asile, pour plus d'efficacité. Nous faciliterons le retour des clandestins dans leurs pays d'origine, en allongeant la durée maximale de rétention administrative.

REPENSER L'ÉCONOMIE ET NOTRE MODÈLE DE PROTECTION SOCIALE



Nous voulons refaire de la France la grande puissance économique qu'elle n'est plus.

La France ne se porte pas bien, contrairement aux affirmations de François Hollande. Et contrairement à ses voisins européens. Doit-on rappeler la douloureuse facture depuis 2012 : 1 million de chômeurs supplémentaires et un endettement colossal. L'économie française fait face à plusieurs difficultés : un recul de la compétitivité, une progression de la dette publique, des prélèvements obligatoires excessifs, une croissance atone et un niveau sans précédent du chômage qui menacent tout autant les équilibres financiers et sociaux que notre cohésion nationale. Ainsi en 2016, la dette de la France approche les 100 % du PIB.

Nos convictions économiques sont simples et partent de quelques principes d'action. **Tout devra partir des entreprises et de leurs besoins**, c'est la clé pour que la France renoue avec la croissance et l'emploi. Il n'y a pas de création d'emplois sans entreprises, quelle que soit leur taille. Notre priorité est d'abaisser la fiscalité et les charges qui pèsent de manière excessive sur nos entreprises, pénalisant l'investissement et les embauches. Nous voulons que les entreprises puissent retrouver de la compétitivité pour être en mesure d'affronter à armes égales la concurrence de leurs homologues européens.

Un excès de dépense publique est un frein à l'emploi. La lourdeur des impôts qui en découle tire vers le bas l'économie et la compétitivité de notre pays. **La réduction du déficit n'est pas un exercice comptable, c'est une question de souveraineté.** La France, si elle ne tient pas ses engagements budgétaires, pourrait bien finir par perdre la maîtrise de son destin et se voir imposer des politiques qu'elle n'aurait pas choisies elle-même.

L'ambition que nous portons est d'alléger le poids de la dépense publique dans le PIB tout en améliorant son efficacité globale. Nous voulons dire que les baisses de dépenses publiques ne sont pas les ennemis de la croissance. C'est le seul moyen de réduire fortement le fardeau de l'impôt pour les entreprises et les ménages et de relancer l'investissement. **Le rééquilibrage de nos finances publiques ne peut être que le résultat de réformes structurelles.** C'est à cette condition que nous pourrions engager la reprise de la croissance qui entraînera des créations d'emplois et une réduction durable du chômage.

LANCER UN CONTRECHOC FISCAL DÈS L'ÉTÉ 2017

Au choc fiscal imposé par François Hollande, nous répondrons par un contrechoc fiscal dès l'été 2017. Pour qu'il soit efficace, nous déciderons de baisser la fiscalité et de diminuer les dépenses publiques en même temps.

Une vérité doit être rappelée. Il n'y a pas d'emploi sans employeur. **Nous passerons à zéro charge au niveau du Smic**, car c'est essentiel pour réduire le chômage des travailleurs les moins qualifiés, en diminuant le coût du travail. **Nous faciliterons dans le même temps la sortie des 35 heures**, en allégeant les charges des entreprises qui augmenteraient le temps de travail. Nous transformerons l'actuel crédit d'impôt Cice, qui est une usine à gaz, en une véritable baisse des charges pour les entreprises car elles attendent de la lisibilité. Enfin, il nous faudra réduire la charge pour les ménages ayant recours à l'emploi à domicile, qui est un gisement d'emplois très important. Au total, transformation du CICE comprise, **ce sera une baisse durable de charges sociales de 30 milliards d'euros.** Ce contrechoc fiscal sera un geste fort pour l'emploi et la compétitivité de la France.

Il est urgent d'envoyer un signal de confiance aux classes moyennes qui travaillent et qui ont été matraquées fiscalement depuis quatre ans. Nous baisserons de **10 % l'impôt sur le revenu**. 7 milliards d'euros seront ainsi rendus aux Français. **Les contribuables auront un mois d'impôts en moins à payer chaque année.** Pour endiguer la fuite des capitaux hors de nos frontières, **l'ISF sera supprimé** car il est indispensable de faire revenir en France l'argent dont nous avons besoin pour développer notre économie.

Après ce plan d'urgence de l'été 2017, mais voté en même temps, nous continuerons à baisser les impôts, tout au long du quinquennat. Nous ne renouerons pas avec les créations de richesses en entretenant le mythe de l'opposition entre le capital et le travail. Les socialistes ont fait campagne sur la diabolisation du profit, du dividende, du capital, bref de tout ce qui fonde le cœur de la prise de risque et de la création d'entreprise. Il faudra faire la différence entre l'imposition du travail et celle des revenus du capital en rétablissant un prélèvement forfaitaire libérateur. Le taux d'impôt sur les sociétés baissera pour se rapprocher de la moyenne de nos voisins. Nous devons faciliter les successions, les donations et la transmission des entreprises familiales en allégeant le coût de ces opérations. **La France doit cesser d'être le pays de la pénalisation fiscale.** Nous devons travailler également au rapprochement franco-allemand en matière de fiscalité du

travail et du patrimoine. Les plus-values immobilières seront revues pour être harmonisées à quinze ans pour fluidifier le marché de l'immobilier.

METTRE EN ŒUVRE UN OBJECTIF DE 100 MILLIARDS D'EUROS D'ÉCONOMIES SUR LE QUINQUENNAT

S'agissant de la baisse des dépenses, notre ambition repose sur un chiffre : 100 milliards d'euros d'économies en cinq ans pour nous rapprocher de la moyenne européenne, autour de 50 % du PIB de dépense publique. Comment ? **Les économies que nous proposons sont le fruit de réformes structurelles et non d'artifices comptables.** Elles portent sur l'ensemble de la sphère publique.

La France se distingue de ses partenaires européens en matière d'emploi public. Face à ce constat, Les Républicains ont d'ores et déjà pris l'engagement de **réduire d'au moins 300 000 le nombre de fonctionnaires en cinq ans**, en rétablissant le principe du **non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite** - sauf dans les services de sécurité compte tenu de la menace terroriste -, et en étendant ce principe **aux collectivités territoriales**. Nous sommes convaincus que la qualité du service public ne dépend pas du seul nombre d'agents et qu'il est possible de maintenir un haut degré de compétence et de service.

Cette politique du non-remplacement d'au moins un fonctionnaire sur deux partant à la retraite sera **accompagnée d'une augmentation symétrique du temps de travail des fonctionnaires. Le temps de travail sera porté de 35 heures à 37 heures, payées 37 au sein de la fonction publique d'État.** Dans les collectivités territoriales, les exécutifs locaux pourront, sur la base du volontariat, également augmenter la durée de travail des agents. Cette même liberté sera donnée aux hôpitaux publics.

Il nous faut répondre à la paupérisation progressive des fonctionnaires, résultat du choix socialiste de privilégier les recrutements au détriment de toute réforme courageuse et ambitieuse. **La refondation de la fonction publique devra reposer sur l'équité entre le public et le privé** à laquelle les Français sont si attachés. **Elle permettra un recours plus grand au contrat, tout en remaniant le statut actuel pour le réserver prioritairement aux emplois de prérogatives de puissance publique. Cela vaut pour les règles de rémunération** qui doivent reposer davantage sur le mérite et la performance plutôt que sur l'ancienneté et les avancements

automatiques. Cela vaut naturellement **pour toutes les règles de gestion** comme **l'instauration de deux jours de carence** en cas d'arrêt maladie dans un souci d'équité.

RÉINVESTIR LE CHAMP SOCIAL

La France possède un des modèles sociaux les plus généreux, fondé sur la solidarité entre tous les Français. Mais **notre modèle social se trouve aujourd'hui dans une situation financière tellement dégradée qu'elle menace son avenir**.

Et que dire des nombreuses injustices qu'il crée, notamment à l'égard des jeunes qui vivent souvent dans la précarité et qui devront rembourser la dette sociale. La génération qui vient ne doit pas payer les dettes des dépenses courantes de la génération précédente, ce serait irresponsable. Les mesures sont encore une fois précises : l'âge légal de départ à la retraite sera porté à 63 ans en 2020, puis à 64 ans en 2025. **C'est la seule condition pour garantir la solidarité intergénérationnelle et tout simplement son avenir. Et nous mettrons fin aux régimes spéciaux, en alignant le mode de calcul sur le secteur privé, pour assurer l'égalité stricte entre le privé et le public.**

Nous devons garantir aux Français le **meilleur système de santé**. Au même titre que nous devons la sécurité aux Français, nous devons permettre aux Français de se soigner dans les meilleures conditions. Le vieillissement de la population entraîne aujourd'hui une augmentation continue des personnes qui souffrent de maladies chroniques (cardiopathies, accidents vasculaires cérébraux, cancer, affections respiratoires chroniques, diabète...). Améliorer la prise en charge de ces maladies chroniques est donc le défi majeur auquel est confronté notre système de santé. Nous donnerons la priorité à la prévention et aux soins de proximité, c'est-à-dire au plus proche des patients, **en revalorisant l'exercice de la médecine libérale**. Pour cela, nous renforcerons en particulier la médecine ambulatoire qui est la plus adaptée pour soigner et assurer le suivi régulier des patients, notamment ceux présentant des pathologies chroniques.

Nous moderniserons l'hôpital public, en lui offrant davantage de liberté de gestion. Certains établissements pourront ainsi choisir de devenir des établissements de santé autonomes. Les Français ont besoin de proximité. Il ne faut pas que les personnes âgées ou les enfants passent des heures

aux urgences pour une consultation médicale qui ne le justifie pas. Il faut repenser notre maillage territorial. Au-delà des médecins libéraux, essentiels dans ce dispositif, ce sont tous les professionnels de santé libéraux qui seront mobilisés : pharmaciens, infirmières, kinésithérapeutes, sages-femmes.

Nous lancerons **deux nouveaux plans** « autisme » et « maladies neurodégénératives » (Alzheimer) avec une forte dimension d'encouragement à la recherche européenne, qui est insuffisamment présente dans les plans actuels.

Grâce aux réformes de l'organisation des soins que nous portons, nous ralentirons de façon durable la croissance des dépenses pour que celles-ci soient soutenables. Pour assurer la viabilité du système de protection sociale, nous porterons de 76 à 73 % le taux de prise en charge de l'assurance maladie, **supprimerons la généralisation du tiers payant et revalorisons la médecine libérale à laquelle les Français sont attachés**. Notre responsabilité est de trouver le bon équilibre pour préserver l'équité du système. Nous sommes un pays qui chaque année présente un déficit de l'assurance-maladie, de plus de 7 milliards l'année dernière. Il faut donc rétablir les comptes. L'objectif est donc de prendre des mesures pour ramener l'assurance maladie à l'équilibre dès 2018. C'est une question de justice entre générations.

Notre conception de la justice sociale doit reposer sur une logique simple de droits et de devoirs. La solidarité à l'endroit du handicap, de la maladie, des Français les plus démunis est un devoir auquel nul ne peut se soustraire. Nous ne voulons pas d'une société qui abandonnerait une partie des siens au prétexte qu'ils ne peuvent plus suivre. Mais cette solidarité ne peut être sans contrepartie, sans effort, sans investissement personnel. **Il doit y avoir une différence marquée de revenus entre celui qui travaille et celui qui reste sans activité.**

Une aide sociale doit être incitative. Voilà pourquoi la dégressivité des allocations chômage sera instaurée, avec une réduction de 20 % après douze mois, puis à nouveau 20 % après dix-huit mois. L'État reprendra la direction de l'Unedic pour rétablir l'équilibre de ses comptes, car malheureusement le paritarisme est trop souvent devenu synonyme d'immobilisme. **Nous créerons une allocation unique** fusionnant la majorité des aides sociales actuelles, plus simple mais surtout plus incitative à la reprise d'un emploi, **plafonnée en fonction des revenus du travail. Elle sera suspendue automatiquement en cas d'absence d'effort du bénéficiaire.** Nous demanderons

également une contribution minimale pour bénéficier de la CMU. Enfin, en ce qui concerne les étrangers en situation illégale, nous supprimerons l'aide médicale d'État pour la limiter aux soins urgents et vitaux pour une économie de 500 millions d'euros. Parce que le système est très généreux, nous consacrerons la même énergie à **lutter contre la fraude qui nourrit l'assistanat et qui mine le pacte social.**

PASSER D'UN MARCHÉ DU CHÔMAGE À UN VÉRITABLE MARCHÉ DU TRAVAIL

Poser la question d'une véritable réforme du droit du travail, c'est d'abord s'interroger sur notre conception de la valeur travail. **Pour nous, le travail est une valeur d'émancipation**, car c'est le chômage qui aliène. C'est une différence fondamentale avec la vision socialiste du travail. Aux antipodes de la gauche, nous considérons que le code du travail ne doit pas empêcher mais permettre l'emploi, qu'il doit avant tout accompagner l'accès à l'emploi, faciliter l'embauche et libérer l'entreprise d'un carcan normatif inadapté.

Le travail a changé, l'économie a changé, mais les règles qui régissent le marché du travail sont toujours les mêmes. Nous croyons donc qu'il est impératif de refonder notre code du travail pour le faire reposer sur la confiance entre les acteurs, et faire le pari de la responsabilité du salarié et de l'employeur. Les grandes négociations nationales ayant démontré leurs limites, nous poserons le principe que le dialogue social doit d'abord se dérouler dans l'entreprise. Un principe général de primauté de l'accord collectif, sauf dispositions contraires de la loi, sera formulé. Parallèlement, nous fixerons un socle de droits fondamentaux du travailleur, quel que soit le statut ou l'activité de celui-ci, englobant les nouvelles relations de travail, notamment celles de l'économie collaborative.

À l'inertie actuelle, nous devons préférer le rebond. Au statu quo, nous répondrons par la rénovation du contrat de travail par exemple, en appliquant des mesures concrètes et de bon sens : accepter le motif de réorganisation en matière de licenciements économiques, sans avoir à justifier que l'entreprise soit proche du dépôt de bilan, ouvrir la possibilité d'inscrire des clauses de séparation dans les contrats de travail, mettre en place un barème plafonné des indemnités dues en cas de licenciement sans cause réelle et sérieuse. S'agissant du temps de travail, nous autoriserons, par accord d'entreprise, la fixation du seuil de déclenchement des heures supplémentaires. Nous

simplifierons les règles du contrat à temps partiel ainsi que le travail le dimanche. Nous abrogerons par ailleurs le compte personnel pénibilité.

Il ne s'agira pas seulement de rénover, il faudra refonder. Les relations collectives de travail devront l'être. Aussi, les règles de représentation du personnel seront modifiées : le seuil de 10 salariés sera supprimé et les instances de représentation au-delà de 50 salariés seront fusionnées. En cas de blocage de la négociation collective, nous ouvrirons au chef d'entreprise la possibilité de recourir au référendum auprès des salariés. Le nombre de branches sera sensiblement réduit, elles seront recentrées notamment autour des services aux TPE, de la formation professionnelle et de la prévoyance. Les partenaires sociaux auront la possibilité de négocier de plein droit des accords d'une durée limitée qui devront nécessairement être majoritaires. Les règles de la représentativité syndicale au sein de l'entreprise seront refondues pour les rendre plus démocratiques, en sortant du monopole syndical de présentation au 1^{er} tour.

SOUTENIR L'INDUSTRIE ET L'ÉCONOMIE

La France doit tirer profit de la révolution numérique qui n'est qu'à ses débuts. Le numérique peut être l'un des leviers essentiels de notre redressement économique. L'accélération de la transition numérique des industries et des services est un enjeu fondamental de la modernisation et de la compétitivité de l'appareil productif français. La formation professionnelle doit évoluer ainsi que son système de financement pour l'accompagner. Les PME innovantes, les start-up, les entreprises de la nouvelle économie ont des besoins spécifiques liés au niveau de risques qu'elles prennent, dans l'accès au financement. En particulier, l'inégalité de traitement fiscal entre les géants mondiaux d'Internet et nos PME dans le secteur du numérique pénalise fortement notre industrie, son développement et sa croissance rapide. Il nous faudra y répondre parce que nous voulons une économie loyale. Enfin, le respect de la vie privée et des données sensibles doit être au cœur de toutes les politiques menées en faveur du développement des technologies numériques, au niveau européen.

Nous devons porter une même ambition pour l'**énergie**. Sortons l'énergie de l'idéologie pour tendre vers une production d'électricité conforme à notre intérêt national. Revenons sur les objectifs fixés par les socialistes dans la loi de transition énergétique (notamment les 50 % de nucléaire en 2025), et

œuvrons à une rénovation du parc nucléaire français, plutôt que d'annoncer des fermetures comme celle de la centrale de Fessenheim. Nous voulons **faire confiance** à la recherche française et aux chercheurs ; **nous positionner** sur les marchés étrangers en pleine croissance, afin de maintenir le haut degré de qualification et de compétence de la filière nucléaire française ; **réaffirmer** notre attachement à cette filière pour faire entrer le nucléaire dans sa nouvelle génération et rester dans la course face aux concurrents étrangers ; **fixer** l'objectif de « zéro charbon sous cinq ans » dans la production énergétique française. Il est essentiel de **maintenir** la part de l'hydroélectricité dans la production nationale d'électricité, avec comme objectif de produire une électricité française non carbonée et assurant notre souveraineté,

S'agissant des agriculteurs, qui sont aussi des entrepreneurs, nous devons aller beaucoup plus loin. Notre aide doit être à la hauteur de leur rôle dans notre pays : immense. À l'horizon 2030, la croissance démographique mondiale s'accompagnera de nouveaux besoins alimentaires. Notre ambition est de permettre à la première industrie française en nombre d'emplois, l'industrie agroalimentaire, de remonter sur le podium, au rang de troisième exportateur agroalimentaire mondial, avant 2020. Il faut d'abord redonner à nos agriculteurs les moyens d'affronter la concurrence mondiale et européenne. Afin d'inciter à une répartition des marges plus équitable et plus transparente entre producteurs, transformateurs et distributeurs, nous renforcerons la contractualisation autour de filières. Il apparaît par ailleurs fondamental de faire évoluer le cadre européen du droit de la concurrence pour que les acteurs agricoles puissent définir des stratégies communes. Dès 2017, nous préparerons la réforme de la PAC pour un modèle protégeant davantage les agriculteurs des aléas climatiques et de la volatilité des prix mondiaux.

Au fond, notre mission vis-à-vis des agriculteurs tient en quelques mots : leur permettre de vivre de leur travail. Pour cela, **il est urgent d'établir un moratoire sur la surtransposition de textes européens et d'éliminer les normes nationales obsolètes et inefficaces**. Toute nouvelle norme sera soumise à une justification réelle et fondée, et les acteurs agricoles seront associés à son élaboration. Nous adapterons la fiscalité agricole pour tenir compte des fluctuations annuelles de revenus.

Il faut enfin encourager les circuits courts, qui rapprochent le producteur du consommateur. Nous proposons le développement de ce mode d'approvisionnement pour les restaurations publiques collectives. Il faut introduire dans le code des marchés publics la possibilité d'inscrire une clause d'acteurs de

proximité. Le critère du prix et du mieux-disant tarifaire ne doit plus être le facteur unique d'attribution des marchés publics français.

Nous devons porter une même ambition pour **le secteur maritime** : favoriser l'autonomie réelle des grands ports maritimes français, en réalisant l'acte II de la réforme portuaire de 2008 ; concilier pêche durable et compétitivité en soutenant l'innovation. **C'est pourquoi nous soutiendrons la pêche artisanale et la pêche de taille moyenne en valorisant le « pavillon France »**. Nous œuvrerons au niveau européen à mettre fin au caractère annuel des négociations des quotas de pêche et accompagnerons le renouvellement de la flotte de pêche artisanale.

Relancer le secteur du logement est impératif. Il est clairement urgent de relancer la construction. Nous mettrons en œuvre un « plan Orsec » du logement. **Première décision : abroger la loi Alur**, préalable pour restaurer la confiance et pour construire plus en secteur tendu, car c'est la seule méthode efficace pour faire baisser les prix, notamment dans les métropoles, en libérant du foncier. **Deuxième décision : simplifier et recentrer les dispositifs** pour la rénovation énergétique dans le parc ancien. **Troisième décision : baisser les coûts de production** pour diminuer le prix de vente des logements. Pour cela, nous nous engagerons pour une stabilité réglementaire sur cinq ans, nous limiterons les normes superfétatoires et nous simplifierons les permis de construire. **Quatrième décision : remettre à plat la loi SRU** qui a montré des effets pervers et des limites profondes. Nous redéfinirons le logement social en circonscrivant les prescriptions de la loi aux flux, et non aux stocks de logements. **Le maire sera remis au cœur de la politique sociale du logement.** Désormais, un logement sera considéré social non en fonction de son financement, mais de la personne qui l'habite. Nous augmenterons les recettes en vendant à terme 2 % du parc HLM chaque année. **Dernière mesure de bon sens** : il n'y a pas de locataire sans propriétaire qui investit. Nous **supprimerons l'encadrement administratif des loyers** pour rétablir les libertés contractuelles entre bailleurs et locataires, **assouplir** les conditions qui permettent au propriétaire de retrouver l'usage de son bien en fin de bail, **simplifier et raccourcir** les procédures d'expulsion pour les mauvais payeurs de mauvaise foi.

MAÎTRISER NOTRE DESTIN



L'EUROPE DOIT CHANGER

L'actualité de ces derniers jours avec le référendum britannique l'a malheureusement démontré une nouvelle fois.

Mieux protéger doit rester la priorité de l'Europe. L'Union européenne doit **concentrer son action sur quelques secteurs stratégiques** et renvoyer le reste des compétences aux États membres. S'agissant des travailleurs détachés, un autre sujet prioritaire, un dispositif de surcotisations sociales devra être créé pour compenser les effets du dumping social. **L'Europe doit cesser d'imposer des contraintes.** On ne compte plus les normes qui freinent le dynamisme des entrepreneurs français.

La Commission doit devenir l'organe exécutant les lois et les décisions prises par le Parlement et le Conseil de l'Union européenne. **Il faut restreindre la frénésie réglementaire européenne en revenant au principe de subsidiarité, laissant le soin aux États membres de légiférer.** Il s'agira donc de renforcer l'implication des parlements nationaux dans le processus normatif européen. **Les parlements nationaux doivent avoir un pouvoir de filtrage des actes délégués pris par la Commission européenne pour éviter les dérives technocratiques.** Dans un contexte de concurrence internationale accrue, la politique commerciale européenne doit être, elle aussi, plus affirmée et exiger le respect du principe de réciprocité afin de défendre efficacement nos entreprises et nos emplois, notamment sur le Tafta ou sur l'évolution du statut de la Chine à l'OMC. L'Union européenne doit refonder ses relations avec ses grands voisins en mettant en place des partenariats stratégiques. **Bien sûr, l'adhésion de la Turquie sera définitivement bloquée.** Avec la Russie et la Turquie, un partenariat devrait être établi dans les domaines énergétique, économique et sécuritaire.

Tous ces sujets reposent la question du fonctionnement et de l'organisation de l'Union européenne, pour retrouver un projet politique fort. C'est pourquoi, parce que nous croyons dans l'idéal européen, il faut un **nouveau traité de refondation** pour combler le déficit démocratique dont souffre l'Union européenne.

RETROUVER LE RÔLE DE LA FRANCE SUR LA SCÈNE INTERNATIONALE

Le recul de la France depuis 2012 n'est plus acceptable. Les Républicains croient au message universel de la France, à son rôle sur la scène internationale,

à son utilité comme membre permanent du Conseil de sécurité dans un monde devenu multipolaire où les menaces contre la liberté, les incertitudes, les concurrences sont si rudes. Le destin de notre pays se joue largement au-delà de nos frontières.

Le rôle de notre pays, sa tradition diplomatique, la place de la francophonie, son engagement à défendre la souveraineté de chacun nous font un devoir sur la scène internationale. **Renoncer à une ambition internationale serait renoncer à l'identité française.** La France a pris l'initiative de créer le G20 au niveau des chefs d'État et de gouvernement. Cet effort doit être poursuivi. Il faudra relancer sans attendre les initiatives autour de la Méditerranée, en intégrant l'Afrique dans la lutte contre l'immigration pour laquelle un vaste plan de coopération et de développement s'impose face au défi démographique.

Pour que la France assure un rôle de premier ordre, **l'Europe de la défense doit être concentrée sur des coopérations bilatérales renforcées efficaces.** Soutenir l'Europe industrielle de l'armement, sur une base intergouvernementale, fera partie de nos priorités.

DONNER À LA DÉFENSE UN BUDGET DIGNE DE LA FRANCE

Nous devons assumer le coût de notre puissance militaire et de son rôle, et renforcer l'esprit de défense en réaffirmant le lien entre l'armée et la nation. Dès 2017 sera mise en œuvre une « revue stratégique » pour mettre fin aux impasses actuelles. **Une nouvelle loi de programmation militaire de cinq ans, le temps du quinquennat, sera adoptée avec l'objectif d'augmenter les crédits alloués à la défense de 32 milliards d'euros cumulés sur la durée du quinquennat.** Cela permettra d'atteindre un budget annuel de 41 milliards d'euros en 2022, et de viser l'objectif de 2 % du PIB consacrés à la défense en 2025. Évidemment, les missions de l'armée doivent être adaptées aux nouveaux enjeux. Nous ne pourrons pas restaurer le rôle de l'État si on ne donne pas à nos armées les moyens de leurs missions. Sans démagogie. Comment faire ? En premier lieu, les missions du dispositif Sentinelle seront repensées, comme leurs conditions matérielles d'ailleurs. Le budget de la réserve nationale sera augmenté et un statut propre pour les réservistes sera créé avec des missions clairement identifiées. Il est urgent de lutter contre l'obsolescence et l'usure des matériels.

Nous ne pourrons pas renforcer l'autorité de l'État si nous ne réaffirmons pas le lien armée-nation. **Le service militaire adapté (SMA) pour les jeunes de**

16 à 25 ans sera étendu sur le territoire métropolitain en faveur des 100 000 décrocheurs annuels de l'Éducation nationale. Il faudra aussi développer les centres de l'établissement pour l'insertion dans l'emploi, soutenir les écoles de la deuxième chance et rappeler, enfin, **l'attachement de la France à l'existence d'un secrétariat d'État aux Anciens Combattants incluant les harkis et les rapatriés.**

RÉPONDRE AUX DÉFIS CLIMATIQUES ET DÉMOGRAPHIQUES

Parce que le changement climatique appelle une réponse, nous devons mobiliser une importante part des forces nationales et mondiales pour nous y adapter. Nous ouvrirons le fonds vert international aux financements privés. La France œuvrera pour une interdiction de l'exploitation des ressources minières, pétrolières et gazières en Arctique. L'économie circulaire sera mobilisée au service de la croissance verte. Nous ferons de la protection de la biodiversité, de la forêt et de l'eau, une priorité. Il faut mobiliser les domaines agricoles, forestiers et maritimes autour d'un plan national et européen de recherche publique de séquestration du carbone.

D'ici à 2100, selon les projections de l'Organisation des Nations unies, la Terre sera peuplée de 11,2 milliards de personnes. Cette progression très forte de la démographie mondiale n'est pas sans conséquences sur notre environnement. Au même titre que les COP annuelles, **le sujet de la croissance démographique – et de sa maîtrise – doit être un sujet majeur** pour nous adapter au changement climatique. C'est pourquoi la **démographie mondiale doit faire l'objet chaque année d'une conférence comparable à celle sur le climat**, autour d'une institution internationale qui porterait l'organisation de cette conférence et qui mesurerait les évolutions démographiques, continent par continent.

RETISSER NOTRE PACTE NATIONAL



Tant de sujets nous distinguent des autres formations politiques ! Un point nous différencie plus encore. Nous sommes le parti de la nation française.

LA NATION PAR L'UNITÉ DES TERRITOIRES

Nous voulons rétablir l'équité entre la ruralité et la ville.

Face au sentiment d'abandon des habitants des zones rurales, nous lançons un « plan Marshall » de la ruralité. Nous revitaliserons les territoires avec un objectif de parité (un euro pour la ville, un euro pour la campagne) et concentrerons les moyens financiers de la puissance publique sur des objectifs prioritaires (santé, accès au numérique, développement des infrastructures routières). **Nous offrirons une allocation mensuelle aux étudiants en médecine** qui s'installent en zone sous-dotée, sous réserve de pratiquer les forfaits conventionnels, ainsi qu'une meilleure rémunération de l'acte médical en zone tendue. Nous tiendrons compte des besoins concrets des territoires ruraux à l'aide des « bassins de vie » et nous impliquerons les métropoles dans le financement des espaces ruraux.

Nous voulons rétablir l'équité entre la métropole et l'outre-mer.

La lutte contre le chômage dans les outre-mer doit devenir une priorité nationale, avec un objectif clair : **ramener le taux de chômage outre-mer au niveau de la moyenne nationale sur le prochain quinquennat**. Pour cela, nous souhaitons orienter l'ensemble des soutiens publics outre-mer vers un objectif : le maintien ou la création d'emplois. **Nous créerons une zone franche globale qui permettra aux entreprises des outre-mer de regagner en compétitivité par rapport à la métropole en exonérant totalement de charges sociales et fiscales toutes les entreprises qui créent ou qui maintiennent de l'emploi outre-mer.**

En outre, **nous exonérerons de droits de douane et de TVA les produits locaux achetés par les touristes**. L'État mettra les moyens budgétaires nécessaires au développement de l'agriculture de diversification dans les DOM. Enfin, l'Union européenne doit tenir compte des spécificités des outre-mer.

Restaurer l'autorité de l'État dans nos outre-mer constitue une grande priorité. L'insécurité est devenue galopante dans les outre-mer, en particulier sur les territoires soumis à une pression migratoire considérable. **Nous**

souhaitons que le droit du sol en France soit une présomption et non un droit absolu, pour écarter le détournement manifeste, notamment à Mayotte.

Dès la première année du quinquennat, un contrat de développement de dix ans sera négocié puis signé avec les autorités élues des collectivités d'outre-mer. Aucune réforme institutionnelle ne se fera sans que les habitants aient été préalablement consultés.

S'agissant de la Nouvelle-Calédonie, nous réitérons notre attachement à ce que ce territoire demeure dans la France. **Il convient de mieux préparer la fin de l'accord de Nouméa et d'anticiper la consultation des Calédoniens prévue avant fin 2018.**

LA NATION PAR L'IDENTITÉ

Les mesures que nous défendons sont très claires. **Nous prôtons la neutralité religieuse dans les administrations, les universités publiques, les lycées, les collèges, les écoles publiques, les établissements hospitaliers.** Cette neutralité sera d'ailleurs même encadrée et réglementée **dans les entreprises**, dans leur règlement intérieur. Les codes vestimentaires et les revendications spécifiques doivent s'arrêter à l'entrée de nos établissements publics.

Rappelons-le également : les religions ne peuvent se pratiquer que dans le respect des lois de la République. **La République a des exigences.** La République doit pouvoir dire l'islam qu'elle ne veut pas. Nous voulons un « islam de France » compatible avec notre conception de la laïcité tout en refusant un « islam en France » incompatible avec les principes de notre République. Nous refusons la stigmatisation des religions, mais nous ne transigerons pas avec les discours extrémistes. La mission de la France est de préserver notre jeunesse de l'endoctrinement et de la radicalisation. Nous devons combattre avec la plus grande sévérité l'intégrisme et le fondamentalisme. **Les lieux de culte extrémistes qui prêchent la haine devront être fermés.**

Nous combattons sans la moindre faiblesse toute forme de communautarisme. Les dispositifs d'enseignement des langues des communautés d'origine (Elco) seront supprimés. **C'est sans la moindre ambiguïté enfin que nous réaffirmons que l'égalité entre la femme et l'homme sur le territoire de la République française est un principe non négociable.** Notre famille

politique a fait adopter en 2010 la loi interdisant le port du voile intégral dans l'espace public. Elle doit être appliquée avec fermeté.

L'ÉCOLE DE LA NATION

Redisons d'abord que nous croyons dans une école de la République fondée **sur le mérite, l'excellence dans la diversité des parcours et l'épanouissement des talents, l'exigence et la transmission d'un savoir, d'une culture, d'une histoire, d'une langue et de valeurs. Nous croyons dans l'autorité, dans la récompense.** Le rôle éducatif incombe à la famille avant l'école. Nous affirmons notre attachement à la liberté d'enseignement. Elle restera la règle y compris pour l'enseignement hors contrat, qui ne bénéficie d'aucune aide d'État, tout en s'assurant que ces établissements respectent les valeurs républicaines.

Des réformes nécessaires devront être conduites. Il faut en finir avec le temps de la résignation devant le déclin de l'école française. Non, ce n'est pas inéluctable, nous pouvons et devons agir, et non, la solution n'est pas uniquement une question de moyens. Face à la compétition internationale en matière de formation, **il faut impérativement renouer avec une formation initiale exigeante et efficace des enseignants.** Les professeurs seront formés à des méthodes d'apprentissage plus efficaces, dénuées d'idéologie.

Notre priorité, c'est la réussite éducative. L'instruction à l'école primaire doit figurer en tête de nos préoccupations. Il faut rescolariser l'école primaire. Aucun élève ne doit pouvoir quitter l'école primaire pour entrer en sixième sans savoir lire, écrire, compter et calculer. **Nous mettrons en place des heures gratuites d'études surveillées afin que les élèves puissent y faire leurs devoirs.** Nous augmenterons les heures de français, en instaurant deux heures de plus par semaine. **Nous créerons un « CP + » pour les élèves les plus en difficulté, avec un suivi renforcé.**

Au collège, nous garantirons un socle commun, mais avec une possibilité d'avoir des filières diversifiées (bilingues, européennes, humanités...). **Nous abrogerons la dernière réforme du collège voulue par les socialistes.**

Le lycée sera simplifié et modernisé. Nous réduirons le nombre d'options au baccalauréat sans nuire à la qualité de l'enseignement. **Nous ferons progressivement de l'apprentissage la voie de droit commun pour obtenir**

un bac professionnel et valoriserons davantage, au niveau de l'orientation, les formations en alternance. **Nous accroîtrons le temps de présence des professeurs dans les établissements de 25 % et, en contrepartie, augmenterons leur rémunération.**

Autorité, excellence, mérite et laïcité, voilà des valeurs que nous revendiquons.

L'école doit redevenir un lieu d'apprentissage des règles de vie commune, notamment par le rétablissement de l'autorité : sécurité dans et aux abords des établissements, lutte contre le harcèlement physique ou sur les réseaux sociaux. **Nous valoriserons la carrière des enseignants qui sont nommés dans des zones difficiles pour encourager les meilleurs à y aller.**

Nous favoriserons des rites collectifs dans les établissements à travers des symboles d'acceptation de règles communes (code vestimentaire, apprentissage de *La Marseillaise*...). **Nous rétablirons la suspension des allocations familiales en cas d'absentéisme. Nous honorerons et récompenserons le mérite grâce aux bourses, aux parcours et aux internats d'excellence.** Pour les élèves les plus perturbateurs, on remettra en place la réorientation vers les ERS (établissements de réinsertion scolaire) comme nous l'avons lancée en 2010.

L'école doit être un lieu où l'État exerce son autorité. Le ministère de l'Éducation nationale doit être réellement gouverné et non pas cogéré avec les syndicats. L'organisation du système éducatif sera davantage déconcentrée. Ainsi, nous accorderons une autonomie aux établissements avec une liberté de gestion et d'organisation tout en gardant les programmes sous le contrôle de l'État. Nous leur donnerons par ailleurs de la **souplesse** pour faire des choix conformes aux réalités locales, **sur les rythmes scolaires notamment.**

Autonomes, les universités pourront déterminer les conditions d'accès à leurs formations. Nous permettrons de conditionner l'inscription dans certaines filières à la « validation de prérequis » pour permettre la réussite des étudiants plutôt qu'une sélection par l'échec. La sélection au sein de l'université ne sera plus un tabou. Les universités pourront déterminer, dans la limite d'un plafond, le montant des droits d'inscription. **Nous mettrons fin à la tutelle du ministère sur les universités, qui bénéficieront d'une liberté de gestion et de recrutement des professeurs. C'est l'acte II de l'autonomie.**

Nous ne voulons plus voir nos meilleurs chercheurs partir à l'étranger. Nous réorganiserons l'offre d'enseignement supérieur française autour de trois

blocs : des formations professionnelles tournées vers le monde du travail, des universités de proximité, de grandes universités de recherche à rayonnement mondial. Nous créerons un **open data de l'enseignement supérieur**, qui permettra d'avoir une réelle visibilité sur les établissements. **Assumons une université d'excellence**. Une décision qui s'ajoutera à l'ouverture dans chaque université des incubateurs dans les campus pour promouvoir l'esprit d'entreprise.

LA FAMILLE AU CŒUR DE LA NATION

Nous voulons impérativement préserver la famille, malmenée par les dirigeants socialistes. **Depuis 2012, le gouvernement méprise les familles**. Doit-on rappeler l'entrée en vigueur en juillet dernier de la réforme des allocations familiales, conditionnées aux revenus ? Quelque 3,2 millions de familles verront leurs aides familiales baisser sévèrement d'ici à 2017. Depuis l'élection de François Hollande, plus de 4 milliards d'euros d'efforts ont été demandés aux familles !

C'est tout le contraire que Les Républicains souhaitent faire. **Nous, nous croyons dans la famille**. C'est une institution clé, un repère fondamental. Nous défendrons une politique familiale ambitieuse, juste et volontariste. C'est un atout et une fierté pour notre pays. Comment ?

En rétablissant le quotient familial et en restaurant le principe d'universalité des allocations familiales.

Les prestations familiales doivent être égales pour tous, quel que soit le niveau de revenu. Nous reviendrons sur le principe de l'écêtement des allocations familiales.

En favorisant l'engagement professionnel des femmes et en développant les emplois familiaux.

Cela passera obligatoirement par la réduction des charges sur les salaires des emplois à domicile.

En repensant la politique en matière d'accueil de l'enfant et de modes de garde et en s'attelant au problème des familles monoparentales. Concernant les modes de garde, nous devons remplacer les aides existantes par une

contribution unique. Les parents la reporteraient ensuite soit vers des modes de garde individuelle, soit vers des modes de garde collective, publique ou privée. Cette solution permettrait de choisir le mode de garde et permettrait d'anticiper la pénurie annoncée.

Redisons enfin avec force que sont non négociables la défense de la dignité de la personne et la protection de la vie, face aux enjeux du transhumanisme. Fidèles à nos convictions humanistes, nous nous opposerons sans concession à la marchandisation des corps et donc à la GPA (gestation pour autrui).

L'EXCEPTION CULTURELLE AU FONDEMENT DE NOTRE NATION

Tout est lié, la famille, l'éducation et la culture. **La culture est au cœur de notre vision de l'homme.** La culture, c'est l'une des réponses à la crise. Elle ne doit aucunement être sacrifiée. Nous sommes attachés à l'héritage humaniste de la France, à ses penseurs qui ont éclairé le monde. Notre ambition doit être grande dans ce domaine.

L'école doit être le conservatoire de la culture française ! C'est pourquoi nous intégrerons dans le cursus de l'école primaire une sortie par niveau dans un équipement culturel. **Dans le temps périscolaire, nous ferons de l'enseignement artistique une priorité en doublant le nombre de places en conservatoire.** Un dispositif fiscal spécifique sera mis en place pour tous les commerces et établissements culturels (cinéma, théâtre, etc.) comme il existe déjà pour les librairies depuis 2008, et un droit de préemption urbaine permettra aux maires de conserver ces lieux de partage au cœur de nos villes sur l'ensemble du territoire. Rien ne doit être oublié. **Un plan de financement de l'entretien et de la valorisation du patrimoine** sera lancé, notamment dans les territoires ruraux.

Osons le dire, la politique culturelle se justifie aussi largement par les nombreux secteurs économiques qu'elle fait vivre. **Nous voulons accompagner nos industries culturelles et de médias dans leur transition numérique.** La création française, nous voulons la protéger et la préserver, car elle constitue une véritable vitrine internationale pour notre pays. **Nous devons donc défendre une conception française des droits d'auteur** afin de mieux protéger les créateurs, qui doivent percevoir une juste rétribution pour leur travail.

Par ailleurs, pour mieux accompagner la révolution numérique, deux mesures concrètes : les acteurs transnationaux d'Internet seront associés au financement

de la production des contenus culturels et la TVA des services culturels en ligne sera alignée sur celle des supports physiques des mêmes **œuvres**. Le monde des médias est en pleine transformation, avec l'apparition de nouveaux acteurs *pure players* (100 % numériques) et la diffusion rapide de nouveaux usages de consommation des médias sur les mobiles et les tablettes. Les jeunes se détournent de la télévision. Nous permettrons donc à l'audiovisuel français (France Télévisions et Radio France) d'être à la hauteur des transformations dans le domaine en les rapprochant, en portant une ambition dans sa programmation et le soutien à la production, à l'image des grands groupes européens publics.

LES INSTITUTIONS DE LA NATION

Nous croyons en la république de la confiance. Les Français attendent des réponses et exigent de notre administration une plus grande efficacité, des politiques publiques systématiquement évaluées.

Face à la lenteur de l'administration, les Français attendent de la réactivité. Des mesures seront prises dès 2017. **Il est indispensable que les responsables d'administration partagent et adhèrent au projet du gouvernement de transformation de l'administration.** Les principaux directeurs d'administration seront recrutés et nommés sur cette feuille de route. Plutôt qu'une administration qui trop souvent empêche et bride, exigeons une administration qui accompagne et qui guide. Les relations entre l'administration et les entreprises doivent être fondées sur un principe de confiance et la clarté de règle plutôt que son instabilité incessante. Ce n'est pas toujours le cas. La stabilité de la norme et la non-rétroactivité des dispositifs fiscaux ou administratifs doivent guider l'action gouvernementale. Enfin, **l'administration doit être capable de répondre avec une réponse opposable** dès lors qu'elle dispose du pouvoir de prendre une décision administrative, c'est-à-dire, sous forme de rescrit social ou fiscal.

Concernant l'administration fiscale par exemple, les contrôles fiscaux « **sur place** », dans les entreprises, qui sont extrêmement perturbants, ne pourront plus être engagés qu'à la condition expresse qu'il y ait des éléments précis de suspicion de fraude. Les contrôles ne doivent porter que sur l'année précédant la vérification en cours et non plus sur les trois derniers exercices. Nous réformerons profondément les modes d'intervention de l'inspection du travail, en la concentrant sur l'ordre public comme la protection de la santé au travail ou le travail dissimulé.

L'administration seule ne peut pas être réformée. **C'est l'organisation de la République qui doit être revue**, rénovée pour atteindre l'objectif réclamé par les citoyens : une République plus proche, plus représentative et plus participative.

Nous devons refuser de la décharger de toutes ses responsabilités sur les marchés, les autorités indépendantes, les agences. À quoi bon faire de la politique si elle ne peut plus rien ? **Le politique comme décisionnaire ultime soumis au principe de la responsabilité démocratique, c'est la voie que nous retenons**, en l'opposant à celle du gouvernement des experts, des agences et des bureaucrates sans aucune légitimité démocratique.

Six mesures seront prises dès 2017.

Réintroduire le conseiller territorial, dont le rôle est plus que jamais nécessaire, compte tenu de la complexité de notre organisation territoriale, et diminuer le nombre des élus locaux.

Clarifier et simplifier l'organisation territoriale en faisant voter une loi sur les libertés locales au cours du prochain quinquennat pour rapprocher les citoyens des institutions locales.

Réduire le nombre de parlementaires d'un tiers.

Limiter le cumul entre un mandat parlementaire et local.

Redonner au Parlement son rôle de contrôle de l'action gouvernementale, pour que chaque ministre rende des comptes. Nous réserverons à la loi le pouvoir de qualifier un organisme d'autorité administrative indépendante, pour redonner au Parlement le pouvoir de nomination de ces dirigeants dans la transparence.

Développer l'usage du référendum pour consulter les Français sur les sujets centraux. Ils sont en attente d'expression, le référendum est un moyen pour mettre le peuple souverain au cœur des engagements politiques. Il forcera les gouvernants à mettre en œuvre les volontés du peuple exprimées par le vote.

La crise que traverse notre pays nécessite un projet ambitieux et une feuille de route structurée. Ces deux éléments sont réunis.

COMMENT BÂTIR LA FRANCE DE DEMAIN



Une fois élus, Les Républicains ne reculeront pas. Les enjeux sont trop importants pour l'avenir de notre pays et des futures générations.

Chaque jour montre les conséquences désastreuses du mensonge en politique. Le temps de la campagne présidentielle sera un moment indispensable pour fixer, dans la clarté, les orientations que nous proposerons aux Français. Du parler-vrai renaîtra la confiance.

Face aux doutes, aux souffrances, au chômage, aux impatiences, à la colère des Français, notre capacité future à gouverner, chacun doit en avoir conscience, est à ce prix !

Les Français nous regardent. Ils attendent de nous une ambition crédible, à la hauteur de la situation et de la gravité du moment, capable de redonner du sens à l'action publique et politique, **en assumant une alternance franche avec la gauche.**

C'est pour cela que le projet porté par Les Républicains est celui du terrain, des échanges, des réflexions, du pragmatisme et du bon sens. Ce projet sera conduit. Nous en avons la volonté. C'est pour cela que nous disons aujourd'hui tout ce que nous ferons demain. Nous en avons la responsabilité, nous en avons le devoir. Pour vous, pour la France et pour l'idée que nous nous faisons de la parole donnée.

Dès l'été 2017, quatre grandes décisions doivent être prises. Il faudra agir vite et fort.

La première portera sur le vote d'une loi pluriannuelle d'économies portant sur 100 milliards d'euros sur cinq ans. Ces économies se veulent justes : les fruits du travail des entreprises et des ménages leur seront rendus, dès l'alternance de 2017 par un contrechoc fiscal d'au moins 25 milliards d'euros, qui sera la deuxième décision prise. Puis nous aurons le temps du quinquennat pour nous rapprocher du niveau de fiscalité de nos voisins européens.

Le troisième grand chantier consacrera une profonde refondation du marché du travail, au service de l'emploi. Ce qui n'a jamais été fait en France, c'est justement de faire voter par le Parlement, dans le même temps, les mesures de baisse des prélèvements obligatoires, les mesures d'économies de dépenses publiques et l'indispensable vraie réforme du marché du travail. C'est cette rapidité d'exécution et cette simultanéité qui feront la différence car elles

signifieront que les baisses d'impôts seront gagées sur des économies de dépenses qui auront été votées et seront donc gravées dans le marbre.

Enfin, et c'est la quatrième décision, nous interrogerons par la voie référendaire les Français lors du second tour des élections législatives pour leur proposer la réduction d'un tiers du nombre de parlementaires en France. Des parlementaires ancrés dans la proximité autorisés à disposer d'un mandat local. Remettre d'abord de l'ordre dans nos institutions avant d'entamer les profondes réformes que nous voulons mettre en œuvre.

Voilà l'ambition que Les Républicains portent pour l'alternance, franche et claire. Voilà le projet que nous vous soumettons.

1. Revendiquer nos valeurs

2. Restaurer l'autorité

- Réaffirmer l'autorité de l'État qui assure l'ordre et la sécurité de chacun
- Éradiquer le terrorisme islamiste, à l'extérieur mais aussi sur le territoire national
- Tourner le dos à la culture du laxisme et celle du désarmement pénal et moral de notre justice
- Conduire une politique d'immigration conforme à l'intérêt national

3. Repenser l'économie et notre modèle de protection sociale

- Lancer un contrechoc fiscal dès l'été 2017
- Mettre en œuvre un objectif de 100 milliards d'euros d'économies sur le quinquennat
- Réinvestir le champ social
- Passer d'un marché du chômage à un véritable marché du travail
- Soutenir l'industrie et l'économie

4. Maîtriser notre destin

- L'Europe doit changer
- Retrouver le rôle de la France sur la scène internationale
- Donner à la défense un budget digne de la France
- Répondre aux défis climatiques et démographiques

5. Retisser notre pacte national

- La nation par l'unité des territoires
- La nation par l'identité
- L'école de la nation
- La famille au cœur de la nation
- L'exception culturelle au fondement de notre nation
- Les institutions de la nation

LES 5 CHIFFRES CLÉS DU PROJET D'ALTERNANCE DES RÉPUBLICAINS

18 journées de
travail thématiques

Plus de **4 600**
contributions reçues

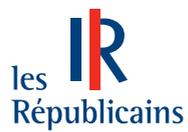
12 rendez-vous du projet

Plus de **360 000** votants aux
consultations du projet en ligne

Plus de **260** intervenants présents lors des journées de travail.
Parmi eux, des experts, agriculteurs, scientifiques, élus, chefs
d'entreprise, association...

Durant plus d'un an, Les Républicains ont organisé 18 journées de travail thématiques dont l'essentiel des travaux est présenté dans le livret annexé au projet.

- Institutions
- Affaires étrangères
- Culture, création, patrimoine, communication
- Français de l'étranger
- Europe
- Outre-mer
- Protection sociale, santé et famille
- Défense
- Environnement, énergie et mer
- Éducation, enseignement, supérieur
- Dépense publique et fiscalité
- Pour une action publique renouvelée
- Politique agricole et ruralité
- Politique de sécurité
- Réforme du code du travail
- Politique d'immigration
- Islam et République
- Politique du logement



republicains.fr

Juillet 2016

© Les éditions des Républicains